

Erasmus +, un outil pour les acteurs publics

Se tourner vers l'Europe pour renforcer ses politiques publiques,
trouver des solutions concrètes chez nos voisins européens

Face aux défis contemporains auxquels doivent répondre les politiques publiques (accueil des migrants, vieillissement de la population, protection des ressources écologiques, emploi des jeunes...), le programme Erasmus + offre des opportunités d'échanges entre pairs européens pour trouver des solutions concrètes.

Les collectivités peuvent porter des projets Erasmus+ (ou s'associer comme partenaire à un projet). **Les agents du service public peuvent partir en mobilité de formation** avec Erasmus + pour observer les pratiques de leurs homologues à travers l'Europe.

Les services des collectivités peuvent s'appuyer sur la coopération européenne pour **trouver des solutions concrètes** et/ou s'appuyer sur le tissu associatif local et les acteurs de l'économie sociale et solidaire qui bénéficient du programme Erasmus +.

Comment développer les compétences des professionnels de la petite enfance ? Comment adapter en France les bonnes pratiques scandinaves en termes de déplacements urbains ? Comment les déserts médicaux sont gérés ailleurs en Europe et comment attirer les jeunes médecins dans les campagnes ? Comment optimiser l'expérience des seniors et assurer le transfert de compétences vers les jeunes générations ? etc.

Le budget du programme Erasmus + est en augmentation et invite les collectivités à déposer des projets lors de l'Appel à projets 2020 publié le 5 novembre 2019 et clos mi-mars 2020 ([voir informations ici](#)).

Emploi

La **Fédération des acteurs de la solidarité** regroupe 860 associations de solidarité qui agissent pour l'accueil et l'insertion des personnes en difficulté sociale et gèrent 2 700 structures d'insertion par l'activité économique (ateliers chantiers d'insertion, entreprises d'insertion, ateliers d'adaptation à la vie active, etc.) qui embauchent et accompagnent dans leur réinsertion sociale et professionnelle des personnes au chômage depuis longtemps, dont de nombreux SDF. La Fédération mène un projet Erasmus+ pour permettre aux personnels de ces établissements de partir se former en stage dans des structures similaires de 3 pays européens : le Royaume-Uni, l'Italie et les Pays-Bas. (subventions : 27 480€)

L'Espace Mendès France – **Maison des Sciences et Techniques de Poitou-Charentes** (Poitiers) mène un projet Erasmus+ pour améliorer la mesure et la valorisation des compétences informelles sur les CV et dans les recrutements. Partenaires en Italie, en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas. (subventions : 449 056€)

Emploi + Handicap

L'Association des Flandres pour l'Education des Enfants et Adolescents Inadaptés (Dunkerque) mène un projet Erasmus+ avec des partenaires en Roumanie, au Portugal et en Hongrie pour enrayer les discriminations et la pauvreté des personnes en situation de handicap, et favoriser leur insertion professionnelle. Une plateforme d'apprentissage est créée en soutien des services sociaux publics spécialisés dans l'emploi des personnes handicapées. (subventions : 416 700€)

Santé + vieillissement de la population

L'Institut régional d'insertion professionnelle et sociale de Bastia coopère avec le Ministère des affaires sociales de Roumanie, l'université de Cracovie en Pologne, des associations en Grèce, en Italie et en Belgique pour mettre en place la reconnaissance des compétences professionnelles des aidants familiaux. (subventions : 264 176€)

Après un premier projet qui a permis à leurs directeurs de se former aux enjeux sociétaux et aux politiques européennes en matière de vieillissement de la population, **4 maisons de retraite et résidences pour personnes âgées de Loire-Atlantique et de Vendée** bénéficient d'un projet de mobilité Erasmus+ (46 400€ sur 2018-2020) pour permettre à leurs personnels de tous services (administration, soins, animation, cuisine, entretien...) de partir observer les pratiques dans un établissement homologué en Allemagne. Observation de différents points clés : l'approche non-médicamenteuse, la qualité et l'hygiène, la sécurité.

Accueil des migrants

Au cours des dernières années, le flux de migrants s'est accru en France comme dans la plupart des pays européens, avec parmi eux un nombre croissant de mineurs non accompagnés (MNA) ou se déclarant comme tels. Ces MNA, pour la très grande majorité des garçons âgés de 16 à 18 ans, sont confiés aux services d'aide sociale à l'enfance (ASE) des Départements.

Le Département de l'Isère (Grenoble) porte un projet visant à faire partir l'équipe départementale en mobilité pour se former à l'accompagnement des « Mineurs Non Accompagnés ». Début 2019, environ 1 000 jeunes étaient pris en charge sur le dispositif MNA du Département de l'Isère. Le projet MNAvenir porte sur l'acquisition de compétences pour les évaluateurs de la cellule MNA. Il prend la forme d'un stage d'observation de 5 jours en Sicile, auprès du CESIE, un centre d'études et d'initiatives qui a une grande expérience dans l'accueil des migrants primo-arrivants, notamment des mineurs isolés, à Palerme. Au cours de cette mobilité, les 7 participants pourront découvrir le parcours des migrants mineurs à leur arrivée en Italie et comprendre la manière dont ils sont pris en charge, orientés, intégrés. Ils visiteront notamment un centre d'accueil pour migrants primo-arrivants, un foyer pour mineurs non accompagnés, un cabinet d'assistance juridique, une association d'anciens migrants et une entreprise d'insertion. Les résultats du projet MNAvenir seront partagés avec le réseau des partenaires locaux du département : associations, cabinets d'avocats, Préfecture et autorités judiciaires.

Energie, gestion des ressources

La Coordination Eau Ile-de-France travaille avec des partenaires slovaques et anglais pour construire un Réseau européen des experts citoyens dans le domaine de l'eau et du risque climatique, et impliquer les citoyens dans la gestion des ressources. (subventions = 431 260€)

Pénitentiaire, Réinsertion

A Bordeaux, un projet Erasmus+ est mené en commun par plusieurs organismes intervenants auprès de publics adultes sous main de justice : le **Centre pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan**, le Service d'Insertion et de Probation de la Gironde (SPIP), INSUP organisme de formation associatif pour la qualification et l'insertion des publics défavorisés, l'association ALIFS qui propose des actions culturelles en milieu carcéral et MAI33 maison d'accueil pour les détenus et leurs proches. Le projet (67 500€ pour 2018-2020) consiste à proposer des mobilités de formation à 40 professionnels et bénévoles de ces structures, sous la forme de *job shadowing* d'une semaine auprès d'homologues en Europe. Diffusion des résultats sur la plateforme EPALE pour l'échange d'informations sur la formation des adultes.

Démocratie, participation citoyenne

La **Mairie de Billière** (Pyrénées-Atlantiques) a travaillé sur un projet Erasmus+ avec les villes de Saillans (Drôme), Silvi (Italie), Gulbene (Lettonie) et Istiea-Aedipsos (Grèce) entre 2016 et 2018 (80 662€ de subventions) pour favoriser la mobilisation des personnes les plus exclues/vulnérables/précaires dans les processus de participation citoyenne. (ex : budget participatif)

Ruralité, vie paysanne

La **Chambre départementale d'Agriculture de la Dordogne** (Périgueux) coordonne un projet Erasmus+ pour la formation et l'autonomisation des femmes agricultrices (242 242€ entre 2019 et 2022).

L'association **Solidarité paysans**, qui lutte contre le suicide des paysans, a mené le projet Erasmus+ « AgriRessource : mobiliser ses ressources pour rebondir » (106 000€ entre 2017 et 2019) pour former ses équipes travaillant dans des structures d'accompagnement afin qu'ils aident les agriculteurs confrontés à des difficultés à mieux les identifier et à mobiliser leurs ressources (plutôt que de cibler leurs difficultés). Une centaine de participants (les personnels et une quarantaine d'agriculteurs) ont pu travailler ensemble en France, en Allemagne, en Autriche et en Belgique. Actualité : à l'occasion de la sortie du film « *Au nom de la terre* » d'Edouard Bergeron avec Guillaume Canet, 1€ pour chaque entrée du 29 septembre était reversé à cette association. Contact : Bettina DJERROUD - b.djerroud@solidaritepaysans.org - 06 81 65 24 66

Culture

A Toulouse, l'**association Samba Résille** (122 420€ sur 2017-2019) coordonne le projet « Célébrer la diversité culturelle dans l'espace urbain ». avec 3 associations en Afrique du Sud, en Italie et en Hongrie. Prendre appui sur la créativité et l'innovation pour stimuler le dialogue interculturel dans un contexte de crise migratoire / faire travailler ensemble acteurs culturels et autorités locales pour célébrer la diversité culturelle dans l'espace public. (nouvelles fêtes de différentes cultures, fête de la musique)

Comment ça marche ?

Informations générales : <http://www.agence-erasmus.fr/page/financement-programme-adultes.php>

Des projets de mobilité

- Séjours entre 2 jours et 2 mois pour se former (stages d'observation, séminaires...)
- Au moins 2 structures partenaires
- Date limite de dépôt des candidatures : 5 février 2020

Des projets de coopération

- Rencontres sur une thématique commune pendant 1 à 3 ans
- Au moins 3 structures partenaires
- Date limite de dépôt des candidatures : 24 mars 2020

Ressources

Rechercher des partenaires et découvrir des projets : <https://ec.europa.eu/epale/fr>

Être accompagné par un Développeur Erasmus+ : <http://www.agence-erasmus.fr/page/developpeurs>

CONTACT MEDIA : Anne-Sophie Brieux - anne-sophie.brieux@agence-erasmus.fr – 05 56 00 94 41